

COMPTE RENDU **du Conseil Municipal**

SÉANCE DU 17 NOVEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le dix sept novembre à 10 heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –
MM. MAISONNAS, TRACLET, GUILLARD, Adjoints

Mmes BORREL-JEANTAN, DIDIER,
MM., DENIS, BALOUZET, COTE, GRUMET, PRUDON

Excusés : M. ABBOU, Mme GAUTHIER

Pouvoirs : Mr CAPLAT (pouvoir à Mr LOUSTALET),
Mr MANIE (pouvoir à Mr TRACLET)

Secrétaire de séance : Madame DIDIER

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Monsieur Maisonnas signale que suite à une erreur de plume, concernant la délibération 12.04.02, il faut lire 13 voix pour et 1 abstention (*et non 14 voix pour et 1 abstention*). Il note que cette erreur est sans impact sur le résultat du vote.

Le compte rendu de la séance précédente est adopté.

2. C. C. M. P.

Monsieur le Maire confirme à l'assistance que les travaux d'aménagements de sécurité sur les secteurs nord et sud de la rue de la Mairie (RD 61 B) sont reportés au premier trimestre 2013, la convention tripartite entre le Conseil général, la communauté de communes et la Mairie de Thil ayant été différé dans l'attente des études de phasage des feux tricolore à implanter sur le secteur nord de la rue de la mairie (RD 61 B).

Concernant les contrôles des dispositifs d'assainissement collectif, Monsieur le Maire précise que ceux – ci seront réalisés dès le début du premier semestre 2013 par le cabinet Charpentier qui a été mandaté à la suite d'un appel d'offres public. Une campagne de communication et d'information sera lancée dès le mois de décembre avec comme point d'orgue une réunion publique à tenir le 15 janvier prochain. Tous les habitants de la commune seront prévenus individuellement par un courrier personnalisé.

Concernant le service Colibri, Monsieur le Maire annonce qu'à la fin février de nouveaux horaires seront proposés sur les navettes et comporteront une amélioration des temps de correspondance avec les services TER en gare de Beynost.

3. DELIBERATION N° 12.05.01 : PROCURATION SOUS SEING PRIVE

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée le bail commercial établi entre la commune de Thil et le propriétaire du fonds de commerce épicerie de Thil pour la période du 1^{er} février 2008 au 31 janvier 2017.

Il rappelle que le fonds a été cédé à Mr Mohamed HANACHI, nouveau propriétaire, et qu'il convient de signer une procuration sous seing privé pour intervenir sur l'acte rédigé (transfert de bail) par le notaire chargé de la cession.

Le Conseil,
Où les explications de Monsieur le Maire,

. Autorise Monsieur le Maire à signer la procuration sous seing privé (annexe 1) afférente au bail commercial de l'épicerie de Thil.

Annexe 1 à la Délibération n° 12/05/01

PROCURATION SOUS SEING PRIVE

10853402
CS/PV/

La commune de THIL, département de l'AIN
Représenté par son Maire Monsieur Bruno LOUSTALET,

Agissant au nom, pour le compte et en qualité de Maire de la commune de THIL

a par ces présentes, constitué pour mandataire spécial:

Tout clerc de l'étude de Maître Céline SYLVAIN, Notaire à BRON (69500), 200 avenue Franklin Roosevelt.

A L'EFFET DE :

INTERVENIR à un acte à recevoir par Maître SYLVAIN Notaire à BRON, 200 avenue Franklin Roosevelt contenant cession par :

Maître DESPRAT du cabinet MJ SYNERGIE, 22 rue du Cordier liquidateur judiciaire nommé en cette qualité aux termes d'un jugement en date du 23 mars 2012 du Tribunal de commerce de BOURG EN BRESSE

Agissant en qualité de liquidateur de :

Monsieur Pascal **DUBROCA**, commerçant, et Madame Arielle **CAGNIN**, ouvrière, son épouse, demurant ensemble à THIL (01120), 251 rue de la Mairie,
Nés savoir :

Monsieur **DUBROCA** à COGNAC (16100) le 24 décembre 1959,
Madame **CAGNIN** à AMBERIEU-EN-BUGEY (01500) le 17 juin 1966,
Mariés à la mairie de CHAZEY-SUR-AIN (01150) le 11 mars 1989 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

.../...

Monsieur est de nationalité française.
 Madame est de nationalité française.
 Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommé le "**CEDANT**" et agissant solidairement en cas de pluralité.

Au profit de :

Monsieur Mohamed **HANACHI**, et Madame Sihem **HANNACHI**, son épouse, demeurant ensemble à LYON (69008), 75 rue Philippe Fabia,

Du fonds de commerce :

DESIGNATION DU FONDS

Un fonds de commerce de ALIMENTATION GENERALE, TABAC, PRESSE, JEUX (Française des jeux), DEPOT DE PAIN ET DE GAZ, DEPOT PRESSING, DEPOT PATISSERIE exploité à THIL (Ain) Le Bourg, 251 rue de la mairie, lui appartenant, connu sous le nom commercial VIVAL,

Conformément au bail commercial partiellement et littéralement relaté :

« DUREE »

Le présent bail est conclu pour une durée de neuf années entières et consécutives qui commenceront à courir le 1^{er} FEVRIER 2008, pour se terminer le 31 JANVIER 2017.

Toutefois, conformément aux dispositions des articles L 145-4 et L 145-9 du Code de commerce, le "Preneur" a la faculté de donner congé à l'expiration de chaque période triennale, et ce par exploit d'huissier adressé au "Bailleur" au moins six mois avant la fin de la période triennale.

DROIT AU RENOUELEMENT

Le "Preneur" bénéficiera du droit au renouvellement et du droit à sa maintenir dans les lieux à l'expiration du bail, sous réserve du respect des présentes, de telle sorte que le statut des baux commerciaux sera applicable au présent bail.

Le " Bailleur " devra adresser au " Preneur " plus de six mois avant l'expiration du bail, exclusivement par voie d'Huissier, un congé avec offre de renouvellement.

A défaut de congé avec offre de renouvellement de la part du " Bailleur " dans le délai sus-indiqué, le " Preneur " devra, dans les six mois précédant l'expiration du bail, former une demande de renouvellement, et ce exclusivement par voie d'Huissier.

A défaut de congé de la part du " Bailleur " et de demande de renouvellement de la part du " Preneur " dans les délais et formes sus-indiqués, le bail continuera par tacite reconduction pour une durée indéterminée avec les conséquences y attachées.

DESTINATION DES LIEUX LOUES

Les locaux faisant l'objet du présent bail devront être consacrés par le "Preneur" à l'exploitation de son activité de : ALIMENTATION GENERALE, TABAC, PRESSE, JEUX (Française des Jeux), DEPOT DE PAINS ET DE GAZ, DEPOT PRESSING, DEPOT PATISSERIE, à l'exclusion de tout autre même temporairement.

Toutefois, le "Preneur" peut adjoindre des activités connexes ou complémentaires dans les conditions prévues par l'article L 145-47 du Code de commerce ou être autorisé à exercer des activités différentes dans les cas prévus par l'article L 145-48 du même Code.

CHARGES ET CONDITIONS

Le présent bail est fait sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes que le "Preneur" s'oblige à bien et fidèlement exécuter à peine de tous dépens et dommages intérêts et même de résiliation des présentes, si bon semble au "Bailleur" savoir :

ETAT DES LIEUX - Le "Preneur" prendra les lieux loués dans leur état actuel, sans pouvoir exiger aucune réparation autre que celles le cas échéant expressément envisagées aux présentes.

ENTRETIEN - REPARATIONS. - Le "Bailleur" aura à sa charge les réparations afférentes aux gros murs et voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières. Celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier. Toutes les autres réparations, grosses ou menues, seront à la seule charge du "Preneur", notamment les réfections et remplacements des devantures, vitrine, glaces, et vitres, volets ou rideaux de fermeture. Le "Preneur" devra maintenir en parfait état de fraîcheur les peintures intérieures et extérieures.

Le "Preneur" devra aviser immédiatement et par écrit le "Bailleur" de toute dégradation ou toute aggravation des désordres de toute nature dans les lieux loués. Il déclare avoir été informé des conséquences éventuelles de sa carence.

.../...

VISITES PERIODIQUES DES LOCAUX. - Le "Preneur" s'oblige à laisser le "Bailleur" ou son représentant visiter les lieux au moins une fois par an, et à tout moment si des réparations urgentes venaient à s'imposer.

" GARNISSEMENT. - Le "Preneur" garnira et tiendra constamment garnis les lieux loués d'objets mobiliers, matériel et marchandises en quantité et de valeur suffisante pour répondre en tous temps du paiement des loyers et charges et de l'exécution des conditions du bail.

TRANSFORMATIONS. - Le "Preneur" aura à sa charge exclusive toutes les transformations et réparations nécessitées par l'exercice de son activité.

Ces transformations ne pourront être faites qu'après avis favorable et sous la surveillance et le contrôle de l'architecte du "Bailleur" dont les honoraires et vacations seront à la charge du "Preneur".

MISES AUX NORMES - Par dérogation à l'article 1719 du Code civil, le "Preneur" aura la charge exclusive des travaux prescrits par l'autorité administrative, que ces travaux concernent la conformité générale de l'immeuble loué ou les normes spécifiques à son activité, et même si ces travaux touchent au gros-œuvre et à la toiture.

Le "Preneur" exécutera ces travaux dès l'entrée en vigueur de la réglementation concernée, sans attendre un contrôle ou injonction, de sorte que le local loué soit toujours conforme aux normes administratives.

CHANGEMENT DE DISTRIBUTION. - Le "Preneur" ne pourra faire dans les locaux, sans le consentement exprès et par écrit du "Bailleur" aucune démolition, aucun percement de murs ou de cloisons, ni aucun changement de distribution.

AMELIORATIONS. - Tous travaux, embellissements, et améliorations quelconques qui seraient faits par le "Preneur", même avec l'autorisation du "Bailleur" deviendront à la fin de la jouissance, quel qu'en soit le motif, la propriété de ce dernier, sans indemnité. Cependant, les équipements, matériels et installations non fixés à demeure resteront la propriété du "Preneur" et devront être enlevés par lui lors de son départ, en remettant les lieux en l'état.

TRAVAUX. - Sans préjudice de ce qui a pu être indiqué ci-dessus, le "Preneur" souffrira l'exécution de toutes les réparations, reconstructions, surélévations et travaux quelconques, même de simple amélioration, que le propriétaire estimerait nécessaires, utiles, ou même simplement convenables et qu'il ferait exécuter pendant le cours du bail, dans les locaux loués ou dans l'immeuble dont ils dépendent. Il ne pourra demander aucune indemnité ni diminution de loyers, quelles que soient l'importance et la durée de ces travaux, même si la durée excédait quarante jours, à la condition toutefois qu'ils soient exécutés sans interruption, sauf le cas de force majeure.

Le "Preneur" ne pourra prétendre à aucune réduction de loyer en cas de suppression temporaire ou de réduction des services collectifs tels que l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone et le chauffage.

Toutefois, cette clause deviendrait inapplicable dès lors que les travaux empêcheraient purement et simplement la délivrance des lieux loués que l'article 1719 du Code civil impose au propriétaire.

" JOUISSANCE DES LIEUX. - Le "Preneur" devra jouir des lieux en bon père de famille, se conformer au règlement de l'immeuble, et ne rien faire qui puisse en troubler la tranquillité ni apporter un trouble de jouissance quelconque ou des ' nuisances aux autres occupants. Notamment, il devra prendre toutes précautions pour éviter tous bruits et odeurs et l'introduction d'animaux nuisibles, se conformer strictement aux prescriptions de tous règlements, arrêtés de police, règlements sanitaires, et veiller à toutes les règles de l'hygiène et de la salubrité.

Le "Preneur" ne pourra faire entrer ni entreposer les marchandises présentant des risques ou des inconvénients quels qu'ils soient, ni faire aucune décharge ou déballage, même temporaire dans l'entrée de l'immeuble. Il ne pourra, en outre, faire supporter aux sols une charge supérieure à leur résistance, sous peine d'être responsable de tous désordres ou accidents. Il devra, enfin, supporter les travaux exécutés sur la voie, publique.

- **EXPLOITATION.** - Le "Preneur" devra exploiter son activité en se conformant rigoureusement aux lois, règlements et prescriptions administratives pouvant s'y rapporter. L'autorisation donnée au "Preneur" d'exercer l'activité mentionnée plus haut n'implique de la part du "Bailleur" aucune garantie pour l'obtention des autorisations à cet effet. Le magasin devra être constamment ouvert sauf fermeture d'usage.

- **ENSEIGNES.** - Le "Preneur" pourra apposer sur la façade du magasin des enseignes en rapport direct avec son activité, sous réserve du respect de la réglementation en vigueur et de l'obtention des autorisations nécessaires, à charge pour lui de remettre les lieux en l'état à l'expiration du bail.

- IMPOTS - CHARGES -

1°) - Le "Preneur" devra acquitter exactement les impôts, contributions et taxes à sa charge personnelle dont le "Bailleur" pourrait être responsable sur le fondement des dispositions fiscales en vigueur. Il devra justifier de leur acquit, notamment en fin de jouissance et avant tout enlèvement d'objets mobiliers, matériel et marchandises.

2°) - En sus du loyer ci-après fixé, le "Preneur" remboursera au "Bailleur" sa quote-part des charges, notamment :

- les taxes municipales afférentes au bien loué, notamment la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, la taxe de balayage, les taxes locatives ;
- les fournitures et prestations individuelles ou collectives récupérables sur le locataire. ;

3°) - Le "Preneur" acquittera directement toutes consommations personnelles pouvant résulter d'abonnements individuels, de manière à ce que le "Bailleur" ne soit jamais inquiété à ce sujet.

- **ASSURANCES.** - Le "Preneur" souscrira sous sa seule responsabilité, avec effet au jour de l'entrée en jouissance, les différentes garanties d'assurance indiquées ci-après, et en maintiendra la validité pendant toute la durée des présentes.

Il acquittera à ses frais, régulièrement à échéance, les primes de ces assurances augmentées des frais et taxes y afférents, et justifiera du tout à toute réquisition du "Bailleur".

Spécialement, le "Preneur" devra adresser au "Bailleur", dans les quinze jours des présentes, une attestation détaillée des polices d'assurance souscrites.

Dans l'hypothèse où l'activité exercée par le "Preneur" entraînerait, soit pour le "Bailleur", soit pour les tiers, des surprimes d'assurance, le "Preneur" serait tenu de prendre en charge le montant de la surprime et de garantir le "Bailleur" contre toutes réclamations des tiers.

.../...

Le "Preneur" assurera pendant la durée du présent bail contre l'incendie, l'explosion, la foudre, les ouragans, les tempêtes et le dégât des eaux, compte tenu des impératifs de l'activité exercée dans les lieux loués, le matériel, les aménagements, équipements, les marchandises et tous les objets mobiliers les garnissant. Il assurera également le recours des voisins et des tiers et les risques locatifs.

Par ailleurs, le "Preneur" s'engage à souscrire un contrat de responsabilité civile en vue de couvrir tous les dommages causés aux tiers du fait de son exploitation. Les préjudices matériels devront être garantis pour le montant maximum généralement admis par les compagnies d'assurances.

Le "Preneur" renonce à tous recours contre le "Bailleur" et ses assureurs pour les sinistres relevant de tous ces risques.

Le "Preneur" s'engage, par ailleurs, à respecter toutes les normes de sécurité propres à l'immeuble dans lequel se trouve le bien objet des présentes, telles qu'elles résultent des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de la situation des locaux loués.

- CESSION - SOUS-LOCATION. - Le "Preneur" ne pourra céder son droit au présent bail ou sous-louer les lieux en dépendant, en tout ou en partie, sans le consentement du "Bailleur" sous peine de nullité des cession ou sous-location consenties au mépris de cette clause, et même de résiliation des présentes.

Toutefois, il pourra, sans avoir besoin de ce consentement, consentir une cession du bail à son successeur dans le commerce.

Le "Preneur" demeurera garant solidaire de son cessionnaire ou sous- locataire pour le paiement du loyer et l'exécution de toutes les conditions du présent bail, et cette obligation de garantie s'étendra à tous les cessionnaires et sous- locataires successifs occupant ou non les lieux, et ce pendant la durée restant à courir de la période de neuf ans au cours de laquelle la cession ou la sous-location aura été consentie. **Cependant, en vertu des dispositions de l'article L622-15 du Code de commerce, en cas de cession du bail par le liquidateur ou l'administrateur cette clause est réputée non écrite.**

En outre, toute cession ou sous-location devra être réalisée par acte authentique, auquel le "Bailleur" sera appelé. Une copie exécutoire par extrait lui sera remise, sans frais pour lui, dans le mois de la signature de l'acte de cession. »

LOYER

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel, de TROIS MILLE SIX CENTS EUROS (3.600,00 EUR) que le "Preneur" s'oblige à payer au domicile ou siège du "Bailleur" ou en tout autre endroit indiqué par lui, en 12 termes égaux de TROIS CENTS EUROS (300,00 EUR) chacun. Ce loyer correspond à la valeur locative et s'entend hors charges.

Ce loyer sera payable à terme échu les premier de chaque mois et pour la première fois le 1^{er} février 2008.

REVISION PU LOYER

La révision du loyer est soumise aux dispositions des articles L 145-33 et suivants du Code de commerce.

INDEXATION DU LOYER

Les parties conviennent à titre de condition essentielle et déterminante d'indexer le loyer sur l'indice national du coût de la construction, publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, et de lui faire subir une fois par an les mêmes variations d'augmentation ou de diminution.

A cet effet, le réajustement du loyer s'effectuera **chaque année** à la date anniversaire des présentes. Le nouveau montant applicable aux termes de l'année civile à courir, sera calculé au moyen d'une règle proportionnelle ayant pour données :

1°) Le montant du loyer initial ;

2°) L'indice ayant servi à établir ce montant ;

3°) Et le dernier indice connu au mois anniversaire précédant immédiatement l'indexation. (3^{ème} trimestre de l'année précédente)

Il est précisé, à cet égard, que le montant initial du loyer ci-dessus fixé a été déterminé en prenant pour base l'indice du 3^{ème} trimestre de l'année 2007, qui s'est élevé à 1443 . Ce montant restera en vigueur pendant toute l'année en cours.

L'application de cette clause d'indexation se fera à l'initiative du "Bailleur" dès la publication de l'indice.

4°) le cas-Où, à l'expiration d'une année de loyers, une ou plusieurs échéances afférentes à cette année resteraient impayées, le montant de base de chaque fraction impayée sera réévalué en se référant au dernier indice publié à la date du paiement effectif de cette fraction sans que la présente stipulation autorise le "Preneur" à se libérer après la date normale d'échéance et sans que le montant de la fraction impayée réévaluée comme il vient d'être dit puisse être inférieur au montant effectivement dû à la date prévue pour son exigibilité. Au cas où, pour quelque raison que ce soit, l'indice ci-dessus choisi pour l'indexation du loyer cesserait d'être publié, cette indexation sera faite en prenant pour base soit l'indice de remplacement soit un nouvel indice conventionnellement choisi.

A défaut de se mettre d'accord sur le choix du nouvel indice à adopter, les parties s'en remettent d'ores et déjà à la désignation d'un expert judiciaire désigné par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de situation du bien objet des présentes, statuant en matière de référé à la requête de la partie la plus diligente.

La modification ou la disparition de l'indice de référence n'autoriseront pas le "Preneur" à retarder le paiement des loyers qui devront continuer à être réglés à leur échéance sur la base du dernier indice connu, sauf redressement et règlement de la différence à l'échéance du premier terme suivant la fixation du nouveau loyer.

DEPOT DE GARANTIE – ABSENCE

Les parties déclarent ne convenir d'aucun dépôt de garantie.

.../...

CLAUSE RESOLUTOIRE

Il est expressément convenu qu'en cas de non-exécution par le "Preneur" de l'un quelconque de ses engagements ou en cas de non-paiement à son échéance de l'un quelconque des termes du loyer convenu, ou des charges et impôts récupérables par le "Bailleur", le présent bail sera résilié de plein droit un mois après une mise en demeure délivrée par acte extra-judiciaire au "Preneur" de régulariser sa situation et contenant déclaration par le "Bailleur" d'user du bénéfice de la présente clause. A peine de nullité, ce commandement doit mentionner le délai d'un mois imparti au destinataire pour régulariser la situation.

En outre, le "Bailleur" pourra demander la résiliation judiciaire ou faire constater la résiliation de plein droit du bail :

- pour des causes antérieures soit au jugement de liquidation judiciaire, soit au jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire qui aurait précédé la liquidation judiciaire ;

pour défaut de paiement des loyers et charges afférents à une occupation postérieure au jugement de liquidation. »

Decharge de mandat

A la suite de ces opérations, le mandataire sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura fait en vertu du présent mandat par le seul fait de la signature de l'acte, lequel s'il ne contient aucune réserve autres que celles pouvant être incluses aux présentes emportera de plein droit la décharge du mandataire, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Fait et passé en un seul original.

A

Le

<i>Pour</i>	<i>13</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

4. FINANCES

D.M. N° 6 : VIREMENT DE CREDITS

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 2111-123 : Acquisition de terrains		1.017,00 €
D 21578-117 : Matériel Voirie		3.086,00 €
D 2182-117 : Matériel Voirie		2.174,00 €
D 2183-103 : Matériel Mairie	6.277,00 €	
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	6.277,00 €	6.277,00 €

<i>Pour</i>	<i>13</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

5. QUESTIONS DIVERSES

Lame à neige

Monsieur le Maire informe que Monsieur Balouzet a transmis à la Commission Finances une proposition d'acquisition d'une lame à neige pour un montant de l'ordre de 2.600 € hors taxes en proposant deux scénarios :

1. l'un consistant à ce que la commune en fasse l'acquisition,
2. l'autre que cette acquisition soit réalisée par lui-même et que son utilisation sur la base de prestation de service fait, fasse l'objet d'une prestation de service pour un montant de 50€ de l'heure soit la moitié du tarif pratiqué sur le marché par des prestataires de services.

.../...

Monsieur Denis fait valoir que la rémunération de la prestation est légitime car il y a des coûts d'usage liés -outre le temps de travail- aux frais de gazole, d'usage du matériel et d'assurance.

Monsieur Maisonnas, en écho, émet l'hypothèse de l'acquisition par la commune de cet équipement et de sa mise à disposition à tout intervenant pour le déneigement. Il suggère également que la commune prenne à sa charge l'assurance responsabilité et accident. Il rappelle que cet investissement pourra être éligible à hauteur de 50% de son financement via le Fonds de concours de la Communauté de communes.

Monsieur Balouzet propose d'assurer à titre gracieux pendant la durée de son mandat la prestation pour autant que l'assurance et l'acquisition soient prises en charge par la commune. Le Conseil municipal se prononce à l'unanimité pour que la commune fasse l'acquisition de la lame à neige et prenne en charge l'assurance. Le Conseil municipal remercie Mr Balouzet pour sa proposition d'intervention bénévole.

Transports scolaires

Monsieur le Maire précise suite aux demandes d'informations formulées lors du précédent Conseil municipal concernant les horaires des transports scolaires qu'il est intervenu auprès de la Direction des transports du Conseil Général. Il apparaît que des modifications horaires sont intervenues sur les services assurant la relation entre le collège E. Cizain et THIL et par effet cumulatif (le même bus assurant à la suite la desserte retour du Lycée de la Côtère vers Thil).

De plus, suite aux demandes formulées par les familles de Niévroz, la Direction des transports a réaménagé les horaires les matins et les soirs de sorte à ce qu'une commune ne soit pas pénalisée (départ très tôt le matin / arrivée la plus tardive le soir). Ces deux modifications ont engendré des décalages et donc des retards par rapport aux horaires initialement communiqués aux familles.

Exposition de peintures

Monsieur le Maire informe l'Assemblée qu'une habitante de Thil, Madame Messy, nous sollicite pour organiser un salon des peintres thilois à Thil le dimanche 27/01/2013. Ce salon réunira 18 peintres de la commune et des environs. Monsieur le Maire demande à ce que l'information soit transmise à l'association Festhilité pour en gérer l'organisation.

Opération cirque

Madame Borrel-Jeantan informe l'assemblée du renouvellement de l'opération « cirque » par le Grand Parc. Le cirque Médrano sera présent du 15 décembre 2012 au 06 janvier 2013. Le nombre de places qui sera attribué à la commune est à vérifier. Il conviendra ensuite d'en choisir l'affectation.

10 h 25 : Départ de Monsieur Guillard

L'ordre du jour étant épuisé,
La séance est levée à 10 h 40.